

TURQUIE

Erdogan, le risque du chaos

Après vingt ans au pouvoir,
le dirigeant n'a jamais semblé aussi
menacé, avant la présidentielle du 14 mai.
Saura-t-il reconnaître une défaite ?

PAR CORENTIN PENNARGUEAR

Dans les dîners en ville, d'Istanbul à Ankara, une anecdote rencontre un certain succès ces derniers jours en Turquie : celle du « faux journal » d'Antonio de Oliveira Salazar. Après trente-six ans à la tête du Portugal, le vieux dictateur, malade, est mis de côté par sa garde rapprochée et remplacé en douceur par Marcelo Caetano. Mais Salazar n'en saura jamais rien. Chaque jour pendant deux ans, jusqu'à sa mort en 1970, son équipe lui concocte une édition spéciale du quotidien *Diario de Noticias* sans aucune référence au nouveau gouvernement, afin de lui faire croire qu'il dirige toujours le pays. « En Turquie, c'est exactement pareil, rigole un ancien journaliste, reconverti en conseiller politique dans l'opposition. Chaque matin, le souverain se lève et lit dans la presse que tout est merveilleux. Alors que le chef va dans le mur, et notre nation avec. »

Recep Tayyip Erdogan a beau avoir mis la presse au pas, difficile pour le président d'échapper aux mauvaises nouvelles :

inflation à 112 %, livre turque à son plus bas niveau historique, plus de 55 000 morts dans les séismes du 6 février, des centaines de milliers de réfugiés sur les routes... Et des sondages qui le donnent tous perdant à la présidentielle du 14 mai. Pour la première fois depuis vingt ans, le reis vacille.

Le 25 avril, Erdogan a même défailli en direct, au beau milieu d'une interview. Aucune image de la scène n'a filtré, la caméra restant braquée sur le visage embarrassé du journaliste. Dans le décor,

seul un « Oh, wow... » s'échappe du silence soudain. De retour face caméra, quelques minutes après l'incident, le président turc apparaît livide, presque sonné, lui qui a habitué ses téléspectateurs au port de treillis militaires et aux grosses lunettes noires d'aviateur. Il a expliqué être victime d'une grippe intestinale et d'un léger surmenage en campagne. Un repos de quelques jours et tout ira mieux, a-t-il promis. Mais la scène a fait resurgir de vieilles rumeurs d'un cancer du côlon, et illustre surtout la passe délicate traversée par un homme longtemps considéré comme tout-puissant en Turquie.

« Erdogan part vraiment très affaibli pour ces élections, estime Bayram Balci, spécialiste de la Turquie et ancien directeur de l'Institut français d'études anatoliennes. Ses vingt années au pouvoir ont créé une fatigue, une lassitude, chez le peuple. » Omniprésent dans les médias, concentrant presque tous les pouvoirs depuis sa réforme de la Constitution en 2017, le président truc se retrouve accusé de tous les maux de la Turquie moderne. « Après le séisme, tout le monde était très remonté, furieux que notre gouvernement soit incapable d'aider ceux qui en avaient besoin, raconte Havva, enseignante, depuis Istanbul. Ces derniers temps, la colère a laissé place à l'espoir : celui d'un changement politique et économique radical. »

Mais le vieux loup, même blessé, ne compte pas se laisser balayer par ce vent du changement. Ces derniers mois, Erdogan déploie tous les moyens de l'Etat turc pour s'assurer une réélection, soit au premier tour le 14 mai, soit au second le 28 mai. Il a offert une retraite anticipée à 2 millions de seniors, doublé le salaire minimum et promis la construction de 500 000 nouveaux logements sociaux. Chaque jour, en campagne, le chef de l'Etat coupe des rubans et appuie sur des boutons pour inaugurer les merveilles de « sa » nouvelle Turquie : le premier navire porte-drones, une unité de la première centrale nucléaire du pays (construite par l'entreprise russe Rosatom), le premier tank de fabrication turque... L'événement permanent, c'est Erdogan. « Son rêve profond consiste à remplacer Atatürk dans l'esprit des Turcs, raconte Ardavan Amir-Aslani, auteur de *La Turquie, nouveau califat ?* (l'Archipel, 2023). Il veut faire croire qu'il est le vrai père de la nation, en renégociant





Son malaise télévisé et les sondages le montrent : le reis n'est plus infallible.

les erreurs du passé, en redonnant de la gloire à la Turquie, cent ans après la naissance de la République. » Son règne a déjà dépassé celui de Mustafa Kemal Atatürk, et il ne compte pas s'arrêter en chemin.

Pendant ce temps, son adversaire, le frère Kemal Kılıçdaroglu (*voir ci-après*), doit annuler ses meetings sous les menaces de violence des Loups gris, ces ultranationalistes proches d'Erdoğan. Pas de quoi faire reculer l'opposition, prudente mais unie pour la première fois depuis vingt ans : les six principaux partis politiques, de la gauche à la droite nationaliste, se sont alliés dans une grande coalition, derrière un candidat unique. « Depuis le début du

règne de l'AKP (Parti de la justice et du développement), jamais l'opposition n'a été autant en mesure de l'emporter, souligne Berk Esen, professeur de sciences politiques à l'université Sabanci, à Istanbul. Le moment est crucial, car si elle échoue, l'opposition perdra espoir, comme tous les opposants au parti au pouvoir. De nombreux Turcs laïques continueront de quitter le pays, affaiblissant d'autant plus l'opposition et rendant encore plus difficile un changement de régime dans les années à venir. »

Le 14 mai s'annonce déjà comme un tournant pour la Turquie. 64 millions d'électeurs se rendront aux urnes, plutôt

librement. « Ce ne sont pas les premières élections en Turquie, cette démocratie a déjà fait la preuve de sa robustesse », tente de rassurer un diplomate français. L'opposition est structurée, organisée, et contrôle le respect des lois dans les bureaux de vote.

Le danger n'est pas à chercher du côté des fraudes massives, mais en amont des élections. « La Turquie est devenue un Etat "compétitif-autoritaire", ce n'est plus un régime démocratique avec des élections libres et justes, avance Berk Esen. Certes, nous avons des élections régulières, avec des partis d'opposition qui peuvent y participer et parfois les remporter, comme

Même blessé, le vieux loup ne compte pas se laisser balayer par le vent du changement

nous l'avons vu en 2019 lors des scrutins municipaux. Mais, comme le gouvernement contrôle la bureaucratie, peut faire campagne avec l'argent public et inflige une immense pression à la société civile et aux médias, les règles du jeu sont inégales et penchent automatiquement en faveur du parti au pouvoir. »

Cette année, la partie s'annonce encore plus délicate : le gouvernement a fait adopter la loi la plus répressive possible en matière de liberté d'expression. Tout propos qualifié de « désinformation » peut conduire à la prison. Les réseaux sociaux, dernier espace de liberté, sont dans le viseur. « Comme Erdoğan contrôle 90 % des médias, la liberté de la presse et la liberté d'expression ont de fait disparu, pointe Merve Tahiroglu, directrice du programme Turquie au Project on Middle East Democracy. Mais, grâce ou à cause de cela, tout le monde est sur les réseaux sociaux : environ 5 % des discussions mondiales sur Twitter se font en turc ! C'est bien plus qu'en arabe, et autant qu'en espagnol. L'un des principaux dangers est que le jour du scrutin, pendant le décompte des voix, le gouvernement réduise ou interdise l'accès aux réseaux sociaux... » Un premier coup d'essai inquiétant a eu lieu après les séismes du 6 février, les autorités

► brouillant Twitter pour faire taire la vague de critiques contre leur inaction.

Malgré sa mauvaise passe, une victoire à la régulière d'Erdogan reste possible. Comme le pense un diplomate européen en poste à Istanbul, « une fois dans l'isolement, les Turcs choisiront la stabilité et Erdogan, même s'il est celui qui a créé le chaos ». Depuis des mois, les sondages donnent tous Kılıçdaroglu vainqueur de cinq ou six points, mais les courbes des deux candidats ont tendance à se rapprocher, malgré le séisme et l'inflation folle. Et, évidemment, les sondages peuvent se tromper, en particulier avec les candidats populistes, étiquetés « antisystème ».

Le scénario le plus probable – et le plus risqué – reste celui d'une présidentielle particulièrement serrée. Avec sa campagne musclée, Erdogan pourrait bien aller vers un second tour, le 28 mai. Mais alors, que fera l'autocrate en cas de défaite ? « Nous avons déjà observé par le passé qu'Erdogan n'était pas prêt à jouer le jeu de la démocratie, souffle Sinan Ciddi, spécialiste de la Turquie à la Foundation for Defense of Democracies, à Washington. En 2019, quand son parti a perdu la mairie d'Istanbul, il a fait annuler le vote [NDLR : l'opposition l'avait tout de même emporté]. Le risque est réel, et il est grave : le Conseil électoral suprême, qui supervise les élections, est rempli de gens loyaux à Erdogan. Comment s'assurer qu'il fasse respecter la démocratie ? » Peu d'observateurs imaginent le président laisser tranquillement sa place et quitter son palais blanc de 1000 pièces édifié en 2014 sur les collines d'Ankara...

Au-delà du précédent d'Istanbul en 2019, le souvenir des législatives de 2015 hante les esprits en Turquie. Cette année-là, en juin, le parti d'Erdogan perd sa majorité au Parlement, et se retrouve incapable de former un gouvernement. De nouvelles élections sont annoncées pour novembre. « D'un coup, le conflit avec les combattants kurdes du PKK s'est enflammé, et la Turquie s'est transformée en zone de guerre, avec des attaques terroristes permanentes, se remémore Karabekir Akkoyunlu, spécialiste de la Turquie à la SOAS University, à Londres. L'atmosphère et les discours ont changé radicalement, très rapidement, et le gouvernement a retrouvé sa majorité au Parlement après une campagne trempée dans le sang. » Là aussi, l'attentat du



S. CAGDAS/ANADOLU AGENCY/AFP

Malgré sa gestion du séisme de février, une victoire d'Erdogan reste possible.

13 novembre dernier à Istanbul, attribué hâtivement aux Kurdes du PKK, a ravivé les peurs.

L'inquiétude est d'autant plus forte que, après le coup d'Etat manqué de juillet 2016, Erdogan a fait le ménage dans les forces de l'ordre, licenciant plus de 150 000 fonctionnaires. « Il a décapité l'armée, la haute fonction publique et la

les institutions après quatre ans au pouvoir, Erdogan étend le sien depuis plus de vingt ans. Les autorités lui sont loyales. Reste à savoir jusqu'à quel point.

« Il est possible qu'en cas de défaite, notamment d'une courte tête, Recep Tayyip Erdogan refuse de laisser le pouvoir, estime Merve Tahiroglu, du Project on Middle East Democracy. Dans ce cas-là, ses opposants descendront massivement dans les rues. La Turquie n'est pas encore l'Iran, et je ne pense pas que l'armée ou la police tirent à balles réelles sur les manifestants, mais la violence pourrait être très forte... La population turque aura besoin de la communauté internationale à ce moment-là. »

Violente ou pacifique, cette transition défie déjà l'imagination. Tout comme l'image d'une Turquie sans Erdogan. Mais son malaise télévisé et les sondages le montrent : le reis n'est plus infailible, et le fracas de sa chute serait assourdissant. Bien plus que les déboires de Donald Trump aux Etats-Unis ou ceux de Jair Bolsonaro au Brésil, une défaite d'Erdogan serait un revers majeur pour les autocrates dans le monde. Et une victoire franche de la démocratie. « Le jour où il perd les élections, j'enfile mon masque à

Une défaite d'Erdogan serait un revers majeur pour les autocrates dans le monde

magistrature, il a honni et banni les professeurs d'université, les scientifiques... Donc, aujourd'hui, il a la possibilité de faire un coup d'Etat, alerte l'avocat Ardavan Amir-Aslani. Mais il faudrait pour cela que les élections soient contestées, et non qu'il perde avec une marge trop importante. Ce serait un Trump bis, mais en Anatolie. » Mais, là où Donald Trump n'avait qu'un contrôle relatif sur

gaz et je file danser dans les rues, se surprend à rêver l'enseignante Havva depuis Istanbul. Je sais que la police sera là avec ses gaz lacrymogènes, mais elle ne m'empêchera pas de chanter que la démocratie a gagné. »

Au-delà, l'espoir d'une Turquie démocratique ne doit pas laisser place à l'angélisme. « Il n'y aurait pas, du jour au lendemain, un virage à 180 degrés de la Turquie », prévient Karabekir Akkoyunlu, de la SOAS University. La coalition derrière Kemal Kılıçdaroglu compte de nombreux nationalistes, parfois plus à droite qu'Erdogan sur certaines questions de société, notamment le respect des minorités. L'opposition a déjà prévu de négocier avec Bachar el-Assad l'expulsion des 4 millions de réfugiés syriens présents sur le sol turc, avec des réactions en chaîne inquiétantes pour l'Europe.

Moins conflictuelle, la relation entre notre continent et la Turquie n'en sera pas idyllique pour autant. « Les querelles populistes avec les autres dirigeants mondiaux vont s'arrêter, et la Turquie va sans doute se tourner davantage vers l'Occident, mais, sur le fond, les changements ne seront pas majeurs, prédit Berk Esen, de l'université Sabanci à Istanbul. Les positions de la Turquie et de l'Occident ont beaucoup trop divergé ces dernières années sur des questions cruciales, comme l'immigration, Chypre, la Méditerranée orientale, etc. »

Un premier geste simple, mais hautement symbolique, sera de lever le veto turc à l'adhésion de la Suède dans l'Otan. Mais sur l'Ukraine, Ankara continuera de se tenir à mi-chemin entre Moscou et Kiev, les liens économiques étant trop profonds – et indispensables – avec la Russie. « A lui seul, le chantier économique s'annonce astronomique pour les nouveaux dirigeants, relève Sinan Ciddi. La Turquie va devoir supplier les institutions internationales pour obtenir de l'aide, même au-delà des dégâts des séismes », estimés à plus de 100 milliards de dollars.

Le plus grand défi sera sans doute de se mettre d'accord entre vainqueurs. Pour se hisser au pouvoir, l'opposition se rassemble autour d'un projet « Tout sauf Erdogan », mais peine à trouver des compromis au-delà. « Sur le plan intérieur, les tensions vont certainement baisser, le pays se libéraliser, et il est certain que les prisons vont se vider, pense Bayram Balci.

Ensuite, la question kurde est l'un des sujets qui risquent de fâcher et de diviser les vainqueurs. Pour l'instant, ils suivent un objectif commun – le départ d'Erdogan –, mais, si on entre dans les détails, leur projet risque de dérailler. »

Crier au vol des élections, dénoncer un complot étranger et quitter le pouvoir. Puis attendre que ses ennemis se déchirent, avant de revenir en grâce. Le coup de force d'Erdogan ne sera peut-être pas celui auquel on pense... ✱

Portrait

Face au dictateur, la force tranquille

L'opposition s'est unie derrière un seul candidat : le solide et consensuel Kemal Kılıçdaroglu, 74 ans, exact opposé du tumultueux président.



Le leader du CHP joue la carte de l'unité.

A 74 ans, Kemal Kılıçdaroglu prend parfois des airs de Joe Biden. Comme le président américain le plus âgé de l'histoire, l'homme politique turc a souvent la tête en l'air et un goût involontaire pour les gaffes. En pleine campagne présidentielle, cette année, son propre service de presse a diffusé une photo où le candidat, tout sourire, se tenait debout sur un tapis de prière... avec ses chaussures ! Un véritable blasphème. Dans une Turquie de plus en plus conservatrice et religieuse, Kılıçdaroglu a fait hurler les fidèles, bien agités par les médias pro-Erdogan.

Le leader, depuis 2010, du Parti républicain du peuple – le CHP, parti historique de Mustafa Kemal, aujourd'hui de centre gauche – apparaît comme l'antithèse la

plus parfaite d'Erdogan : il apparaît aussi barbant que le président se veut charismatique ; aussi « propre » qu'Erdogan se trouve empêtré dans les scandales ; aussi consensuel que le reis agressif... « L'opposition a choisi de jouer l'unité et de miser sur un message de cohésion pour ces élections, analyse Karabekir Akkoyunlu, spécialiste de la Turquie à la School of Oriental and African Studies, à Londres. Cette recette leur a déjà réussi lors des municipales de 2019, tout simplement parce qu'une grande partie des Turcs est fatiguée par la peur, la haine et la division semées ces dernières années. »

Les différences entre les deux hommes ne s'arrêtent pas là. Kılıçdaroglu incarne la démocratie et ses défauts : il a été choisi comme candidat par six partis, de la gauche à la droite nationaliste, sur un programme commun tellement large qu'il tient en trois mots : « Tout sauf Erdogan ». D'autres personnalités étaient bien plus populaires que ce lisse haut fonctionnaire, comme le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, ou celui d'Ankara, Mansur Yavas. Mais Kılıçdaroglu était le seul à ne pas effrayer certains pans de l'électorat turc ou à ne pas se trouver sous le coup d'un procès. Suffisant pour affronter la machine Erdogan.

En campagne, le leader du CHP se révèle plus habile que ses bourdes légendaires le laissent craindre. Le 19 avril, dans une vidéo, Kılıçdaroglu raconte sa foi et ses origines, souvent ciblées par les ultranationalistes proches d'Erdogan. Le septuagénaire est alévi, une branche de l'islam chiite longtemps considérée comme hérétique par la majorité sunnite en Turquie. Dans l'histoire mouvementée de la région, les alévites ont été victimes de massacres religieux. Kılıçdaroglu, lui, assume et rassure : « Je suis alévi, je suis un musulman sincère. »

Signe de son succès, la vidéo a été visionnée plus de 100 millions de fois en quarante-huit heures. « Avec ce message très positif, il réussit une excellente communication, souligne Karabekir Akkoyunlu. Les Turcs le perçoivent comme quelqu'un de travailleur et honnête. Il espère que cette élection ne se jouera pas sur son identité religieuse, mais sur les promesses de campagne, sur les antécédents et sur la transparence. » Bref, que les Turcs choisiront la voie de l'apaisement et de la sagesse. Comme les Américains avec le vétéran Biden en 2020. ✱ **C. Pe.**